

Italie : une union sacrée sans compromis social ni adhésion populaire

samedi 11 mai 2013, par [PREZIOSO Stéfanie](#) (Date de rédaction antérieure : 2 mai 2013).

Alors que Enrico Letta, nouveau président du Conseil italien, et ses ministres prêtaient serment, le 29 avril dernier, un « forcené » a tiré sur les carabinieri postés devant le palais du gouvernement, figurant mieux que tout autre discours la mort de la démocratie représentative en Italie, en acte au moins depuis la réélection de Giorgio Napolitano à la présidence de la République.

« *Des millions d'Italien-ne-s sont aujourd'hui méprisés* », voilà comment Beppe Grillo, à la tête de la formation politique la plus importante du pays, le « Movimento 5 Stelle » (M5S), commente le gouvernement formé par Enrico Letta, sur son blogue. Et il faut bien avouer qu'en la matière, Beppe Grillo a raison. On se souviendra que les dernières élections ont désavoué massivement le président de la République Giorgio Napolitano, pourtant réélu le 20 avril dernier grâce à des accords de couloir entre le Parti démocrate (PD) et Peuple de la Liberté (PdL), tout comme elles ont signifié le rejet de l'austérité que le nouveau gouvernement s'apprête à poursuivre.

C'est bien contre les contenus antisystémiques et anti-européens des discours et des apparitions publiques du comique génois, mais aussi pour répondre aux inquiétudes des cercles dirigeants italiens et européens face à un vote protestataire massif, que Giorgio Napolitano a désigné Enrico Letta, ancien démocrate chrétien, à la présidence du conseil, et a appelé à de « larges ententes » allant du PD au PdL. Le sénateur Renato Schifani, membre du PdL a donc beau jeu le 30 avril de saluer dans la nouvelle formation gouvernementale, le « *retour au primat de la politique et de la responsabilité* » contre les « *pires humeurs de la place* ».

Nul n'est besoin ici de présenter les ministres (femmes et hommes) choisis par Enrico Letta, membre influent du PD de Pier Luigi Bersani et neveu du bras droit de Silvio Berlusconi mieux à même que quiconque de former ce gouvernement d'union nationale. L'important pour le moment est de savoir qu'ils et elles sont d'accord pour infliger aux Italien-ne-s des politiques d'austérité toujours plus dures accompagnées d'une répression sociale sans fard.

Stéfanie Prezioso

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidaritéS », ° 227 (02/05/2013). <http://www.solidarites.ch/journal/>